

[print](#)

Algérie : Le Sud entre chômeurs et «climat des affaires»

De [Mohamed Bouhamidi](#)

Global Research, mars 20, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/algerie-le-sud-entre-chomeurs-et-climat-des-affaires/5327601>

La nervosité générée par le projet de marche des chômeurs n'a pas touché que le gouvernement algérien. Elle a même agité la presse algérienne, acharnée, en février 2011, à réclamer une intervention étrangère pour ouvrir les chemins d'El Mouradia aux marcheurs du samedi (1) et en finir avec «le retour du socialisme et de l'étatisme» qu'aurait annoncé la loi de finances complémentaire de l'été 2009.

Il faut ajouter le réveil de tous les activistes habituels «des droits de l'homme et de la démocratie», majoritairement inscrits aux subventions de l'UE et du Mepi, avec en prime l'apparition d'une association pour l'autonomie des Aurès, présidée par un Franco-algérien. Louisa Hanoune a cependant jeté le trouble en dénonçant l'exploitation des problèmes réels par ceux-là mêmes qui les ont créés par l'application de leurs idées : «Toujours moins d'Etat dans l'économie.» Mme Hanoune a été entendue, car la réalité lui donne raison : le montage des agressions de la Libye et de la Syrie, la «normalisation» d'une subversion à ciel ouvert, l'ingérence éhontée, et notre propre expérience des acteurs, visibles et invisibles, de la tentative, toujours en cours, de démolition, depuis 1989, de notre Etat national en exploitant les mêmes matériaux explosifs accumulés par les soins des «réformateurs».

Le poids de l'opinion publique a obligé les activistes de «l'ingérence démocratique», au-delà des organisateurs de la marche, à protester de la pureté de leurs intentions : ils ne souhaitent que le règlement des problèmes et ne visent pas à préparer un «printemps» à la sauce syro-libyenne. Mais le seul poids de l'opinion publique n'explique pas tout. Les résultats du «printemps» arabe ont montré que la transition démocratique prônée par les Euro-US ne consiste qu'à imposer à nos peuples la seule tyrannie théocratique comme alternative aux dictatures d'un nationalisme arabe que Camp David et l'Infitah ont fait dégénérer. Les perspectives leur apparaissent désormais bien inquiétantes pour leurs aspirations à un mode de vie occidental.

Une grande part de notre opinion publique s'est également convaincu que le but final de ces offensives est la partition de nos pays et le changement des frontières, pas un changement de régime. Si certaines forces étaient prêtes à une trahison pour faire main-basse sur le pouvoir, elles ne sont certainement pas prêtes à renoncer au pétrole.

La réponse politique des organisateurs a été d'une grande intelligence. Ils ont renoncé à la marche et maintenu le rassemblement, mais ont surtout parlé de délai avec ce message subliminal : «Nous verrons si votre gouvernement est capable de gérer.» Ils ont mis en place le test qui leur permettra de plaider l'autonomie par l'incapacité de l'Etat d'être réellement national.



Le Sud-algérien

Ils savent très bien que le gouvernement ne pourra rien faire en dehors de quelques colmatages. Pour les précédentes alertes, déjà, le gouvernement, désarmé par les réformes, n'a rien pu faire de sérieux pour régler les problèmes et éloigner au moins le spectre de la sécession, alors qu'à Béchar, à Djanet, à Tamanrasset des slogans autonomistes reviennent à chaque grande tension ou émeute, depuis l'année 2006. Tous ses engagements internationaux et son alignement inconditionnel sur les thèses de l'Infitah l'ont résolu au désengagement de l'Etat de la sphère économique, en dépit des délégations ministérielles et présidentielles de ces mêmes pays, venues arracher des contrats pour leurs entreprises, prouvant leur engagement total dans la sphère économique, en venant exiger leurs parts du marché algérien et souvent leur dîme de nos 200 milliards de réserves de change.

Le Sud de l'Algérie – le Nord aussi – a besoin de développement, pas de chantiers factices pour faire passer la tempête. Pour le réussir, il faut d'abord trancher la question de sa nature. Continuera-il à dériver pour n'être plus qu'au service des nouvelles fortunes, absolument indifférentes à notre destin de nation, ou réussissons-nous à imposer l'idée que notre Etat doit redevenir celui du peuple tout entier, condition impérative de sa survie ? Les évolutions de l'opinion publique laissent penser à une possible reformulation du pacte de Novembre 1954. Il faut s'y mettre dès maintenant, car la machine de la désintégration fait son impitoyable chemin souterrain.

Mohamed Bouhamidi

Copyright © 2013 Global Research